

Les missions de contrôle des délégués et inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière

Séminaire des délégués à l'éducation routière

Janvier 2016

DSCR/ERPC1

Les missions de contrôle : dispositions générales

Les établissements agréés en application de l'article L. 213-1 du code de la route sont soumis au contrôle de l'Etat :

- 13 615 écoles de conduite (correspondant à près de 10 000 entreprises),
- 203 centres de formation d'enseignants de la conduite (« CFM »),
- 1 502 centres de stages de sensibilisation à la sécurité routière (CSSR),
- 293 associations agréées en application de l'article L. 213-7 (« auto-écoles associatives »).

Références réglementaires : Articles L. 213-4 et R. 213-4 du code de la route

Les missions de contrôle : dispositions générales

→ Le contrôle « administratif » :

- il porte sur le respect des conditions de délivrance de l'agrément.
- A minima, il s'exerce lors de la délivrance et du renouvellement quinquennal de ce dernier.
- En cours d'agrément, il peut être effectué par les inspecteurs et délégués et les agents en charge de la délivrance de l'agrément (préfecture ou DDI)

→ Le contrôle de l'application des programmes de formation peut être réalisé par :

- les délégués et IPCSR, statutairement et indépendamment de toute formation spécifique, même si celle-ci est naturellement souhaitable ;
- et par des agents publics qualifiés et habilités par arrêté ministériel (il n'y en a pas).

→ Le contrôle sur une base conventionnelle : le dispositif « permis à un euro par jour » : environ 4 500 établissements.

Les missions de contrôle : bilan et évolution

Evolution en jours/an des missions de contrôle des IPCSR

	2010	2011	2012	2013	2014
Contrôles CSSR	381,5	449,25	376	284,5	247,75
Contrôles « permis à 1 € »	23,25	48,75	65,75	34	41,25
Contrôles écoles de conduite	128,25	186	182	62,25	77
Total	533	684	623,75	380,75	366

Source : Aurige

Les missions de contrôle : bilan et évolution

Des facteurs multiples concourent à cette baisse drastique des missions de contrôle :

- recentrage ces dernières années des missions des inspecteurs sur le passage des examens,
- diminution du nombre d'agents qualifiés,
- augmentation continue du nombre d'établissements en activité,
- modification de l'encadrement réglementaire des stages de sensibilisation à la sécurité routière,
- contestation par les organisations professionnelles de la légitimité même du contrôle de la formation (absence de compétence) et revendication d'une liberté pédagogique,
- obsolescence des référentiels et outils de contrôle depuis le 1er juillet 2014.

Formalisation de deux nouvelles missions de contrôle

- 1) **CSSR** : Mise en place de contrôles plus courts mais plus nombreux pour répondre aux problématiques actuelles du secteur.

- 2) **Ecoles de conduite** : Expérimentation des contrôles ciblés sur des formations spécifiques.

→ Un cadre réglementaire récent

- Nouvelles obligations pour les organisateurs de stages
- Mise en place d'un régime de sanctions
- Mise place d'une autorisation d'animer

→ Un contexte difficile

- Vente de stages sur portails internet
- Baisse des prix
- Concurrence accrue
- Multiplication des dysfonctionnements

Nécessité de contrôles axés prioritairement sur les conditions d'organisation

→ Deux niveaux de contrôles bien définis

- Contrôles « longs »
- Contrôles « courts »

→ Lancement d'une campagne nationale de contrôles courts

- Nombreux et efficaces
- Nouveaux supports de contrôles (grille et guide)
- Accompagnement des inspecteurs pour l'utilisation des supports
- Contrôle possible dans le département d'affectation des inspecteurs

Fiche de contrôle administratif des stages de sensibilisation à la sécurité routière

Identité de l'auditeur :

Date du contrôle :

Durée du contrôle (heures) : de à

ÉTABLISSEMENT :

1 – Raison sociale :

2 – Numéro d'agrément :

3 – Identité de l'exploitant :

4 – Identité de la personne désignée pour l'accueil et l'encadrement technique et administratif du stage (le cas échéant) :

5 – Présentation de l'attestation de suivi de la formation à la gestion technique et administrative ? Oui ☐ Non ☐

Commentaire :

6 – Lieu du stage (adresse) :

Commentaire :

LES ANIMATEURS :

7 – Identité de l'expert en sécurité routière :

7-1 – n° de l'autorisation d'animer :

8 – Identité du psychologue :

8-1 – n° de l'autorisation d'animer :

Commentaire :

DURÉE DU STAGE :

9 – Horaires du stage :

Commentaire :

10 – Présence continue et simultanée des deux animateurs : Oui ☐ Non ☐

Commentaire :

LES PARTICIPANTS :

11 – Nombre de stagiaires :

LOGISTIQUE :

12 – Salle adaptée à la formation : Oui ☐ Non ☐

Commentaire :

13 – Matériel pédagogiques présent : Oui ☐ Non ☐

Commentaire :

OBSERVATIONS GÉNÉRALES :

Contrôles des écoles de conduite

- Contrôles ciblés sur les formations de 7 heures (absence d'examen)
 - respect du programme d'une formation spécifique (AM, B96, A2 / A)
 - contrôles administratifs (agrément) et du respect des engagements pris au titre du « permis à un euro par jour ».
 - en priorité dans les départements (une dizaine) dans lesquels le délai a baissé et se rapproche de l'objectif de 45 jours.
 - Dans un département autre que celui d'affectation de l'inspecteur

Contrôles des écoles de conduite

- Expérimentation portant sur la formation BSR.
- Elaboration des supports de contrôle par la DSCR
- Pilotage local dans le cadre du SPERPC associant organisations syndicales et professionnelles.
- Formation des inspecteurs.
- Contrôles aléatoires.
- Mise en place de la procédure d'information des services de l'Etat sur les dates d'organisation des formations.

**Fiche de contrôle des écoles de conduite
Formation au brevet de sécurité routière**

Identité de l'auditeur :
Date du contrôle :

I. CONTROLE DE LA FORMATION PRATIQUE AU BREVET DE SECURITE ROUTIERE

1. Cadre général :

Établissement :
Raison sociale :
Numéro d'agrément :
Identité de l'exploitant :
Lieu de la formation (adresse) :

Enseignant (s) :
Identité de l'enseignant :
Numéro de l'autorisation d'enseigner :
Mention deux roues motorisés : Oui ☐ Non ☐
Commentaire (notamment en cas de formation comprenant plusieurs enseignants. Indiquez leur identité et leur n° d'autorisation) :

2. Cadre administratif :

Type de formation :
- Cyclomoteur ☐
- Quadricycle léger à moteur ☐

Durée de la formation et nombre de participants :
- Horaires annoncés de la formation :
Commentaire :
- Présence continue de l'enseignant : Oui ☐ Non ☐
Commentaire :
- Nombre d'élèves :

3. Déroulement de la formation

- Durée effective de la formation :
- Nombre d'élèves durant les séquences de circulation :
- Panneaux ou inscriptions sur le véhicule de l'enseignant :
- Port d'un gilet conforme par les élèves :
- Utilisation d'un système de radio homologué :
- Choix d'un itinéraire adapté :
- Délivrance de l'attestation à l'issue de la formation :
- Respect du programme de formation :
- Respect de l'ordre et de la durée des 4 séquences :
- Respect du contenu des séquences :

II. CONTROLES COMPLEMENTAIRES

1. Pour tous les établissements : obligations administratives

Le local :
- Adresse du local :
- Entrée indépendante de toute autre activité :
- Isolation phonique entre les salles affectées à l'inscription et à l'enseignement :
Commentaires :

Autres obligations :

- Programme de formation tenu à disposition du public :
- Respect des conditions réglementaires applicables aux véhicules d'apprentissage :

Affichages réglementaires (prix, durée des prestations ...)

- Affichage de l'arrêté d'agrément de l'établissement :
- Affichage des tarifs :
- Lisibilité de l'extérieur de l'établissement :
- Lisibilité à l'intérieur de l'établissement :

Prestations proposées :

- Les formations proposées sont-elles conformes à l'agrément de l'établissement ?
- L'établissement propose-t-il l'accès aux différentes formules de conduite accompagnée ?

Contrat de formation :

- Existence d'un contrat écrit :
- Frais de restitution ou de transfert de dossier :
- Frais de présentation à l'examen :
- Frais d'accompagnement :

2. Pour les établissements conventionnés « Permis à un euro par jour » : respect des engagements de la charte de qualité

Contrat de formation :

- Coût détaillé :
- La mention : « contrat établi en application de la convention « permis à un euro par jour » signée le ... (date) avec ... (le représentant de l'Etat) en cours de validité » :
- Le logo de l'opération « permis à un euro par jour » :
- Une clause suspensive et une clause de remboursement :

Garantie financière :

- Date :
- Contenu :

Informations :

- Affichage de la charte :
- Mise à disposition de documentation :

Âges des élèves concernés :

Cours théoriques :

- Présence d'un enseignant :
- Affichage des horaires et de l'intitulé des cours en séance collective traitant des grands thèmes de la sécurité routière :

Documents :

- Utilisation effective des documents pédagogiques obligatoires (livret d'apprentissage et fiche de suivi) :
- Existence d'un questionnaire de satisfaction des élèves :

Merci de votre attention

Les missions de contrôle des délégués et inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière

Séminaire des délégués à l'éducation routière

19 / 22 janvier 2016

DSCR/ERPC1

Créer plus de places d'examen B

- **Les mesures à venir en 2015 - 2016 (1/2)**
- Promotion exceptionnelle de 25 IPCSR ==> **+ 67 000 examens B**
 - en formation à l'Inserr de mai à septembre 2015
 - en poste en IDF depuis le 7 octobre 2015
- Renfort de 50 agents de la Poste ==> **+ 134 000 examens B**
 - en formation à l'Inserr depuis novembre 2015
 - en poste le 29 février 2016 principalement en IDF et PACA
- Renfort d'agents ==> **+ 201 000 examens B**
- Promotion de 25 IPCSR ==> **+ 67 000 examens B**
 - en formation à l'Inserr à partir de septembre 2015
 - en poste le 1er février 2016